



legitimaexencion.com/france/

Quiconque aït l'intention de violer mon consentement, de nier mon accés et mon libre mouvement, d'exiger une pratique médicale invasive ou un essai clinique, sera dénoncé et entraînera une action judiciaire à son encontre.

Déclaration universelle sur la bioéthique et les droits de l'homme  
Déclaration de Helsinki  
Code de Nuremberg  
Convention d'Oviedo  
Constitution de la République française, articles 14, 55  
Code civil français, article 16  
Loi n. 2010-1192 du 11 octobre 2010  
Code Pénal, articles 121, 122, 211, 212, 213, 221, 222, 223, 225

## EXEMPTION DE PORT DE MASQUE - INOCULATION - TEST



Sans préjudice

LE DROIT AU CONSENTEMENT INFORMÉ  
EST PROTÉGÉ PAR LE DROIT NATIONAL  
ET INTERNATIONAL

LA CONSTITUTION NATIONALE N'EST PAS SUSPENDUE POUR UNE URGENGE SANITAIRE



legitimaexencion.com/france/

Quiconque aït l'intention de violer mon consentement, de nier mon accés et mon libre mouvement, d'exiger une pratique médicale invasive ou un essai clinique, sera dénoncé et entraînera une action judiciaire à son encontre.

Déclaration universelle sur la bioéthique et les droits de l'homme  
Déclaration de Helsinki  
Code de Nuremberg  
Convention d'Oviedo  
Constitution de la République française, articles 14, 55  
Code civil français, article 16  
Loi n. 2010-1192 du 11 octobre 2010  
Code Pénal, articles 121, 122, 211, 212, 213, 221, 222, 223, 225

## EXEMPTION DE PORT DE MASQUE - INOCULATION - TEST



Sans préjudice

LE DROIT AU CONSENTEMENT INFORMÉ  
EST PROTÉGÉ PAR LE DROIT NATIONAL  
ET INTERNATIONAL

LA CONSTITUTION NATIONALE N'EST PAS SUSPENDUE POUR UNE URGENGE SANITAIRE



legitimaexencion.com/france/

Quiconque aït l'intention de violer mon consentement, de nier mon accés et mon libre mouvement, d'exiger une pratique médicale invasive ou un essai clinique, sera dénoncé et entraînera une action judiciaire à son encontre.

Déclaration universelle sur la bioéthique et les droits de l'homme  
Déclaration de Helsinki  
Code de Nuremberg  
Convention d'Oviedo  
Constitution de la République française, articles 14, 55  
Code civil français, article 16  
Loi n. 2010-1192 du 11 octobre 2010  
Code Pénal, articles 121, 122, 211, 212, 213, 221, 222, 223, 225

## EXEMPTION DE PORT DE MASQUE - INOCULATION - TEST



Sans préjudice

LE DROIT AU CONSENTEMENT INFORMÉ  
EST PROTÉGÉ PAR LE DROIT NATIONAL  
ET INTERNATIONAL

LA CONSTITUTION NATIONALE N'EST PAS SUSPENDUE POUR UNE URGENGE SANITAIRE



legitimaexencion.com/france/

Quiconque aït l'intention de violer mon consentement, de nier mon accés et mon libre mouvement, d'exiger une pratique médicale invasive ou un essai clinique, sera dénoncé et entraînera une action judiciaire à son encontre.

Déclaration universelle sur la bioéthique et les droits de l'homme  
Déclaration de Helsinki  
Code de Nuremberg  
Convention d'Oviedo  
Constitution de la République française, articles 14, 55  
Code civil français, article 16  
Loi n. 2010-1192 du 11 octobre 2010  
Code Pénal, articles 121, 122, 211, 212, 213, 221, 222, 223, 225

## EXEMPTION DE PORT DE MASQUE - INOCULATION - TEST



Sans préjudice

LE DROIT AU CONSENTEMENT INFORMÉ  
EST PROTÉGÉ PAR LE DROIT NATIONAL  
ET INTERNATIONAL

LA CONSTITUTION NATIONALE N'EST PAS SUSPENDUE POUR UNE URGENGE SANITAIRE